L'appel à la CPI : un complot occidental pour le gouvernement burundais

@rib News, 04/09/2017 Source AFP Le gouvernement burundais a dénoncé un complot occidental qui "restera sans effet" dans l'appel lancé lundi par l'ONU à la Cour pénale internationale (CPI) pour qu'elle enquête sur des crimes contre l'humanité commis selon elle par les autorités au Burundi. "Ce ne sont pas des enquêteurs mais des mercenaires payés pour valider un narratif déjà en circulation dans certains rapports des occidentaux et ouvrir la voie à la CPI, cet instrument dans les mains de l'Occident pour asservir les États africains", a déclaré à l'AFP Willy Nyamitwe (photo), le responsable de la communication présidentielle.

Dans un tweet écrit dès la publication du rapport des enquêteurs de l'ONU, M. Nyamitwe s'était montré plus précis, en dénonçant des "conclusions politiquement motivées et commanditées par l'UE" (Union européenne). La Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi a dénoncé lundi des "crimes contre l'humanité" commis avec l'assentiment de "responsables au plus haut sommet de l'État" et exhorté la CPI à enquêter "dans les plus brefs délais" sur ces atrocités. Pour la première fois dans un tel rapport, le président burundais Pierre Nkurunziza est cité nommément comme faisant partie des responsables de ces crimes. "Parce c'est la personne clé dans la protection de la Nation. Parce qu'il dirige les intérêts obscurs des occidentaux. Et tout simplement parce que c'est lui qui a été visé depuis longtemps. Mais cela est et restera sans effet", a justifié M. Nyamitwe. L'opposition s'est au contraire félicitée des conclusions de la mission d'enquête de l'ONU. "C'est une nouvelle ère d'espoir qui s'ouvre pour mettre fin à l'impunité des crimes commis depuis avril 2015", a déclaré à l'AFP Charles Nditije, le président du Cnared, coalition regroupant la quasi-totalité de l'opposition en réclamant que l'enquête débute "dans les meilleurs délais". "La CPI ne peut pas se dérober à sa mission: elle existe justement pour juger ce genre de crimes. Nous demandons l'ouverture sans délais de l'enquête sur le Burundi", a renchéri Pacifique Nininahazwe, une des figures de la société civile burundaise. Le Burundi ayant notifié sa décision de se retirer de la CPI le 27 octobre 2016 et ce retrait étant effectif un an après, la Cour a jusqu'au 27 octobre pour ouvrir une enquête de son propre chef. Passé cette date, seul le Conseil de sécurité de l'ONU pourra faire appel à elle. Le Burundi traverse une crise violente depuis la décision, en avril 2015, de M. Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année. Des manifestations avaient alors été violemment réprimées et un état d'urgence déclaré, en mai 2015, a fait basculer le pouvoir dans une répression systématique. Les violences ont déjà fait 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), et ont poussé à l'exil plus de 425.000 Burundais.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});